

# Harlem au Brésil

Vivre après l'esclavage dans les faubourgs  
de Rio de Janeiro et São Paulo, 1920–1940

AURÉLIA MICHEL

<https://doi.org/10.53480/opus.260031>

ISBN 978-2-7442-0234-6 (imprimé)

ISBN 978-2-7442-0232-2 (PDF)

ISBN 978-2-7442-0233-9 (ePub)

**Ouvrage réalisé avec le soutien du Fonds national pour la science ouverte**



### **Licence Creative Commons**

© (i) Livre publié en accès ouvert selon les termes de la licence Creative Commons Attribution License 4.0 (CC BY), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction et sur tout support, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée :

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>.

La licence CC BY s'applique à l'ensemble de l'ouvrage sauf mentions contraires.

Les images dont la légende indique la mention CCo appartiennent au domaine public.

© Aurélie Michel, 2026

**Note de l'éditeur.** Cet ouvrage propose un ensemble d'illustrations, plans et cartes reproduits selon les limites imposées par la mise en page. La version électronique, librement accessible à l'adresse <https://doi.org/10.53480/opus.260031>, met ces documents à disposition dans un format haute résolution qui en permet l'agrandissement.

# Introduction

À la fin d'une après-midi de juillet 2018, comme tous les jours depuis trente ans, Suelly et Ednia sortent leur chaise sur le trottoir de la rue Maria Teixeira à Madureira, un faubourg de la zone nord de Rio de Janeiro. Ce moment de répit et de bavardage, souvent en compagnie d'autres voisines – Claudia, Maria et d'autres – rythme leur quotidien depuis toujours. En 1949 et 1950, Ednia et Suelly sont toutes les deux nées sur la même parcelle de la rue voisine, qui est aujourd'hui le siège de la célèbre école de samba Portela. Leurs parents y étaient nés également, tous les quatre y avaient grandi ensemble. Le grand-père de Suelly, cordonnier (*sapateiro*), était arrivé à Madureira au début des années 1920. Avec d'autres familles, lui et sa femme se sont installés sur cette grande parcelle, occupant un terrain dont il louait le fond à une famille plus pauvre, les grands-parents d'Ednia et leurs jeunes enfants. La mère d'Ednia est née sur la parcelle en 1930, elle a grandi avec la mère de Suelly. L'une a rapidement travaillé comme domestique en centre-ville, l'autre a épousé un fonctionnaire de police vivant dans la même rue, avec qui elle a eu cinq enfants, dont Suelly. Tous résident aujourd'hui dans l'îlot voisin.

Le père d'Ednia, lui, était porteur de charges sur le marché de Madureira quand il a épousé sa mère, avec qui il a eu 6 enfants. Il a ensuite pu passer un concours de la fonction publique et se faire recruter comme ouvrier à l'imprimerie nationale. Mais tandis que la mère de Suelly est restée au foyer, la mère d'Ednia a dû continuer les ménages à Botafogo ou à Laranjeira, deux quartiers aisés de la zone sud de la ville, jusqu'à ce que, arrivée à l'âge de 50 ans, son corps ne puisse plus l'endurer. Ayant grandi ensemble, puis déménagé avec toute leur fratrie dans la rue parallèle (les sœurs d'Ednia sont domestique, blanchisseuse ou femme de ménage, ses frères chauffeur et ouvrier), les deux voisines ont mené leur vie l'une à côté de l'autre.

Bien qu'ils aient partagé un destin commun en migrant vers la ville, une inégalité était manifeste au moment de l'installation de leurs grands-parents dans ce qui était encore une friche, les uns locataires du fond de parcelle des autres. Ednia, selon mon appréciation, est noire, tandis que Suelly est blanche, mais je comprends qu'il serait très malvenu de mentionner ces considérations. Leur profonde camaraderie rend difficile d'imaginer que des préjugés racistes interviennent dans leur relation. Pourtant, presque un siècle plus tard, les différences qui séparaient les conditions de leurs grands-parents ne semblent pas entièrement résorbées. En y revenant par mes questions, je n'aurai aucune interprétation de leur part<sup>2</sup>.

Ce tableau nous confronte à la difficulté de mesurer le poids des héritages esclavagistes au Brésil, en premier lieu celui qui pèse sur les populations afro-descendantes, et de saisir ses ressorts à travers les non-dits. Ce qui nous a conduits à cet entretien est l'hypothèse que les grands-parents de Suelly et Ednia, premières générations nées après l'abolition de l'esclavage

2. Entretien avec Ednia et Suelly, Madureira, juillet 2018. Nous présentons cette source plus loin.

en 1888<sup>3</sup>, ont profondément changé leur rapport à ce passé esclavagiste lorsqu'ils sont arrivés ici, autour de 1930, pour commencer une vie nouvelle. Ils quittaient en effet un monde rural dominé par la plantation, produit d'un ordre social qui s'était constitué dans l'épaisseur de trois siècles de traite intensive depuis l'Afrique, et qui, malgré l'abolition récente et d'importants changements démographiques, en gardait l'inertie. Quelles étaient alors leurs attentes, quelles opportunités ou difficultés ont-ils rencontrées, comment ont-ils aménagé leur place dans la société urbaine depuis ce faubourg naissant ? Quel avenir projetaient-ils pour leurs enfants ? Nous supposons que leur arrivée, leurs aspirations et leurs activités, parmi des centaines de milliers d'autres personnes venues s'installer durant cette décennie, sont au cœur du changement social qui a transformé l'ordre post-esclavagiste dans la région du Sudeste brésilien<sup>4</sup>.

## Changement social et *pos-abolição*

Avec plus de 3,5 millions de captifs africains embarqués pour le Brésil, dont les deux tiers (1,9 millions) entre 1800 et 1860<sup>5</sup> et une population esclave qui représentait encore 15,24 % des 10 millions d'habitants au Brésil en 1872<sup>6</sup>, la déconstruction de l'ordre esclavagiste implique des temporalités diverses et longues, au-delà de l'abolition formelle de l'esclavage et de l'absence de distinction de couleur dans l'accès aux droits civiques et politiques qui est affirmée depuis la première Constitution brésilienne de 1824. Tandis qu'après l'abolition en 1888 la prédominance économique des plantations est plus forte que jamais, en particulier avec l'essor de la culture du café dans la région de São Paulo, les prolongements des rapports de domination issus de la plantation, la place sociale et économique réservée aux affranchis et à leurs descendants, la nature des relations de travail dans le monde rural comme urbain ont conduit l'historiographie à considérer la période post-esclavagiste, désignée sous le terme de *pós-abolição*, comme un champ d'investigation essentiel pour comprendre les dynamiques historiques de la société brésilienne<sup>7</sup>.

3. La loi d'abolition définitive de l'esclavage, appelée la *Lei Aurea* (Loi d'or), est prononcée le 13 mai 1888 par la Princesse Isabel, régente et fille de l'Empereur Pedro II qui sera renversé peu après.

4. Formée par la municipalité actuelle de Rio, les États de Rio de Janeiro, São Paulo, d'Espírito Santo et du Minas Gerais. Il s'agit alors en 1930 de la principale région économique du pays, tant par son agriculture (en particulier le café) que pour son industrie et ses économies urbaines.

5. « Trans-Atlantic Slave Trade - Database », non daté (<https://www.slavevoyages.org/voyage/database#statistics> ; consulté le 31 juillet 2023).

6. « População escrava do Brasil é detalhada em Censo de 1872 », sur *Fundação Cultural Palmares*, non daté (<https://www.gov.br/palmares/pt-br/assuntos/noticias/populacao-escrava-do-brasil-e-detalhada-em-censo-de-1872>, consulté le 31 juillet 2023). Le même recensement dénombre 176 057 « africanos » dont 138 358 esclaves et 37 699 affranchis (*alforriados*). 58 % des habitants se sont déclarés noirs (*pretos*) ou bruns (*pardos*) et 38 % blancs (*brancos*).

7. Cette réflexion prend en compte les travaux comparatistes menés sur les Amériques, États-Unis, Caraïbe espagnole notamment ceux ouverts par F. COOPER, T. C. HOLT et R. J. SCOTT, *Beyond slavery : explorations of race, labor, and citizenship in postemancipation societies*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000. Elle souligne la nécessité de mettre en évidence les porosités entre travail libre et travail esclave avant l'abolition pour comprendre les réponses des affranchis aux nouvelles conditions de travail, voir par exemple : A. M. RÍOS et H. M. MATTOS, « O pós-abolição como problema histórico :

À l'instar des débats autour de notions telles que le post-colonial, les limites chronologiques de la *pós-abolição* ont sans cesse été étendues<sup>8</sup>. Un consensus s'établit cependant pour considérer que la décennie de 1930, avec la chute de la première République (1890-1930), amorce une inflexion à la fois dans les rapports de production, et sur la place des noirs au Brésil.

En effet, plusieurs processus concomitants contribuent alors au renouvellement des rapports de production et des identités sociales dans le Sudeste, locomotive économique du pays, où l'on peut situer les coordonnées d'un changement social.

En premier lieu, la rapide croissance urbaine des deux principales villes industrielles et débouchés des exportations, Rio et São Paulo (São Paulo a 580 000 habitants en 1920, Rio déjà un million), et le rythme de cette croissance (São Paulo et Rio comptent respectivement 1,3 et 1,8 millions en 1940, puis environ 2,3 millions en 1950), entraînent un processus de métropolisation<sup>9</sup>. L'urbanisation et donc la migration importante des populations qui l'alimente est également de nature à transformer les rapports sociaux. Pour les migrants qui viennent du monde de la plantation, si les conditions de vie (logement, santé) sont plus coûteuses que dans le milieu rural ou les petites villes, le contrôle du marché du travail y est beaucoup moins rigoureux, et les opportunités plus nombreuses pour les travailleurs<sup>10</sup>. Par ailleurs, les ressources recherchées par les travailleurs pour accéder à l'autonomie économique ne sont pas directement fournies par leur employeur – en dehors bien sûr du salaire – mais relèvent d'autres mécanismes de distribution : logement, moyens de transport, services urbains (eau, énergie, chaussée), accès au commerce. Sans conclure trop vite à une amélioration des conditions de ressources des travailleurs urbains, il faut souligner que la médiatisation politique qui permet d'accéder à ces ressources (municipalité, représentants élus, gouvernement local, police et justice), ne relève pas de la même corrélation que celle qui prévaut dans le système de la plantation. Au fond, les conditions de survie et de dépendance en ville permettent malgré tout d'accéder à une « intimité possible »<sup>11</sup>.

balanços e perspectivas », *Topoi (Rio de Janeiro)*, vol. 5, n° 8, 2004, p. 170-198. Enfin sous le terme de *pós-abolição* sont référencés un ensemble de travaux visant à redéfinir la place des acteurs historiques noirs dans ce processus. Voir par exemple : P. DOMINGUES et F. SCHLEUMER, « Apresentação do Dossiê “Da escravidão ao pós-abolição no Brasil : novas pesquisas, questões e debates” », *História, histórias*, vol. 4, n° 8, 2016, p. 7-8.

8. Voir par exemple les contributions du séminaire « Histórias do Pós-Abolição » organisé à la UFF, publié en trois volumes : M. ABREU *et al.*, *Histórias do Pós-abolição no Mundo Atlântico. Volume 1 : Identidades e projetos políticos*, Niterói, Editora da UFF, 2013 ; M. ABREU *et al.*, *Histórias do Pós-abolição no Mundo Atlântico. Volume 2 : O mundo do trabalho, experiências e lutas pela liberdade*, Niterói, Editora da UFF, 2013 ; M. ABREU *et al.*, *Histórias do Pós-abolição no Mundo Atlântico. Volume 3 : Cultura, relações raciais e cidadania*, Niterói, Editora da UFF, 2013.

9. On peut noter que globalement le taux d'urbanisation n'augmente pas au Brésil entre 1920 et 1940, il s'agit donc d'une redistribution au profit des grandes villes.

10. Par exemple L. H. O. SILVA, *Construindo uma nova vida : migrantes paulistas afro-descendentes na cidade do Rio de Janeiro no pós-abolição (1888-1926)*, thèse de doctorat, Universidade Estadual de Campinas, 2001 ; T. BERNARDO, *Memória em branco e negro : olhares sobre São Paulo*, São Paulo, Editora Unesp Fundação-FAPESP, 1998 ; A. LUGÃO RIOS et H. M. MATTOS, *Memórias do cativo : família, trabalho e cidadania no pós-abolição*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2005.

11. M. C. C. WISSENBACH, « Da escravidão á liberdade : dimensões duma privacidade possível », dans

La progression rapide de l'industrie dans les deux régions urbaines de Rio et São Paulo transforme les relations de travail dans ces villes, à la faveur du salariat industriel mais aussi de la progression des syndicats. De grandes grèves, de 1917 à 1920, consolident dans les deux villes un mouvement social ouvrier et en 1922 un parti communiste brésilien est fondé à Niterói. Une crise des prix du café survient en 1922 accentue le mouvement de reflux des populations ouvrières vers les villes et, du fait de l'augmentation rapide du coût de la vie, y renforce l'urgence de la « question sociale »<sup>12</sup>. C'est en partie à cette question que répond la politique de Getúlio Vargas lorsqu'il arrive au pouvoir. Une des premières mesures de son gouvernement provisoire est la création d'un ministère du Travail en 1931, ainsi que d'un ministère de l'Éducation. Il met en place des négociations encadrées avec les syndicats et promulgue les premiers droits sociaux à travers la Constitution de 1934. À la fois pour favoriser le secteur industriel et encadrer politiquement le mouvement social, il adopte, avec la dictature de l'Estado Novo qu'il installe en 1937, un style politique dit « travailliste »<sup>13</sup>, qui implique un rapport direct avec les « masses » urbaines. Il s'adresse ainsi aux Brésiliens et Brésiliennes venus l'acclamer dans les stades en les appelant « travailleurs et travailleuses du Brésil ». Signe de ce nouveau registre, le jour férié du 13 mai commémorant la loi d'émancipation est remplacé par le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs.

L'« ère Vargas » qui succède à la première République à partir de 1930<sup>14</sup> est aussi la traduction politique de la décadence des oligarchies du café dont le pouvoir reposait sur le régime économique, social et moral de la plantation et qui s'étaient arrogées le contrôle de la Fédération. Les crises des prix à l'exportation (1922 et surtout 1929) fragilisent ce consensus, dont les élites de São Paulo étaient les principales bénéficiaires, et suscitent des oppositions fortes parmi les États moins importants. Cette crise laisse plus de place aux différentes formes de contestation du régime qui s'étaient amplifiées depuis 1922, à commencer par les critiques qui viennent de la classe politique elle-même. Ainsi, les libéraux sont favorables à un élargissement du corps politique par l'établissement du vote secret et d'une justice électorale indépendante des partis, ainsi que par l'éducation et l'alphabétisation massive nécessaire à la modernisation du pays. En outre, la contestation des *tenentes* (lieutenants) de l'armée, jeune génération de l'armée brésilienne, qui se révoltent depuis le fort de Copacabana en 1922 puis en 1924 à São Paulo, connaît un large écho. Ils souhaitent imposer une politique nationale centralisée pour sortir le pays des « vices » de la politique des États (ou « politique des gouverneurs ») c'est-à-dire des oligarchies (anciennement esclavagistes).

La candidature de Getúlio Vargas à la présidence de la République en 1930, soutenue par les oligarchies d'importants États (Minas Gerais et Rio Grande do Sul, ainsi que Paraíba) et surtout favorisée par une scission du Partido Republicano Paulista (PRP, le parti républicain

F. A. Novais et N. Sevcenko (éd.), *História da vida privada no Brasil : da Belle Époque à era do rádio*, São Paulo, Companhia das Letras, 1998, p. 50-130.

12. D. S. CORRÊA, « A crise de trabalho e o serviço de “desurbanização” da capital : (1914-1924) », *Revista de História*, n° 119, 1988, p. 127-138.

13. A. de C. GOMES, *A invenção do trabalhismo*, Rio de Janeiro, Editora FGV, 2015.

14. Vargas établit un gouvernement provisoire après son coup d'État en novembre 1930. Il met en place un processus électoral et une assemblée constituante qui le confirme comme président de la République en 1934. En 1937, il interrompt le processus démocratique pour installer la dictature de l'Estado Novo, régime qu'il accepte d'abandonner en 1945 par l'organisation d'élections au suffrage universel obligatoire. Il domine ensuite la vie politique multi-partisane jusqu'à son suicide en 1954.

pauliste hégémonique) qui s'est organisée au sein du Parti Démocratique fondé en 1927, est avant tout l'expression d'une contestation du monopole des « Paulistes » sur le pouvoir fédéral. Mais elle s'appuie aussi sur la prise en compte de la « question sociale » et d'une nécessaire libéralisation politique (l'augmentation du nombre d'électeurs et la représentation des partis minoritaires principalement), arguments qui ont une grande portée auprès des classes moyennes urbaines et qui reçoivent ponctuellement le soutien des mouvements ouvriers<sup>15</sup>.

L'orientation nationaliste de Getúlio Vargas, seule constante de son gouvernement provisoire, dictatorial ou républicain, s'appuie sur une représentation nouvelle du « peuple » brésilien, mis en valeur par la propagande du régime. Deux éléments concourent à une rupture avec les idéaux des élites de la période précédente, fondés notamment sur l'idée du blanchiment<sup>16</sup>. D'abord la migration internationale, qui s'était tarie avec la Première Guerre mondiale, est définitivement écartée comme source de main d'œuvre – des lois de restriction à l'immigration sont instaurées en 1934 – au profit d'une valorisation de la main-d'œuvre nationale. Celle-ci est en outre réhabilitée dans sa composante africaine. L'image du Brésil que promeut Vargas est celle du métissage, dont l'élément africain est également à l'époque redécouvert et assumé dans l'essai de Gilberto Freyre, *Casa grande e senzala* (Maîtres et esclaves<sup>17</sup>), le plus connu des essais sur la société brésilienne, publié en 1933. Cette valorisation passe également par la reconnaissance des cultures populaires urbaines qui se sont manifestées dans la décennie de 1930 : dénigrée jusque-là par les bourgeoisies urbaines, la samba, style musical issu du monde de la plantation esclavagiste et fondé sur des rythmiques africaines, fait avec ses « écoles » une entrée tonitruante dans le carnaval de Rio puis dans celui de São Paulo.

Plus encore, les deux villes de Rio et São Paulo sont le terrain dans les années 1920 de l'organisation de mouvements « noirs » dédiés à l'émancipation politique, sociale et économique de la « raça » à travers diverses associations, clubs, titres de presse. La Frente Negra Brasileira (Front noir brésilien), organisation née à São Paulo en 1931, tente de coordonner ces mouvements à l'échelle de São Paulo puis du Brésil et devient le premier parti politique latino-américain fondé sur la cause raciale, avant sa dissolution par l'Estado Novo en 1937.

Ces changements culturels donnent certainement une nouvelle place aux descendants d'affranchis et à la mémoire de l'esclavage dans la société brésilienne, transition qui a vite été interprétée comme celle d'une société esclavagiste vers une société industrielle de classes. Dès les années 1950 et avec les outils analytiques du marxisme, des chercheurs ont toutefois relevé que cette transformation des rapports de production, si elle faisait en effet disparaître les relations esclavagistes, ne se faisait pas à l'avantage des descendants d'affranchis, autrement dit selon le terme de l'époque, des « noirs ». Florestan Fernandes est le premier à analyser l'industrialisation des rapports sociaux comme un processus de

15. B. FAUSTO, *História do Brasil*, São Paulo, EdUSP, 2015.

16. Idée développée chez A. TORRES, « O problema nacional brasileiro : introdução a um programma de organização nacional », São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1938 ; ou chez F. J. de O. VIANNA, *Recenseamento de 1920 : o povo brasileiro e a sua evolução*, Rio de Janeiro, Typ. da Estatística, 1922.

17. G. FREYRE, *Maîtres et esclaves*, L. Febvre (trad.), Paris, Gallimard, 1952.

sous-prolétarisation du travailleur noir<sup>18</sup>, amorçant une longue discussion au sein de la sociologie brésilienne, notamment sur l'usage de la catégorie de race dans les rapports de domination<sup>19</sup> ou encore sur les conceptions du travail au regard de son dévoiement par l'esclavage et des répercussions de ce dévoiement sur l'emploi des personnes noires<sup>20</sup>. De fait, quelques études historiques ont réussi à démontrer les différences de salaires et de parcours professionnels qui avaient discriminé les travailleurs noirs dès cette période à São Paulo<sup>21</sup> et suggèrent que des formes de racialisation – c'est-à-dire des rapports d'identification et de domination fondés sur la race supposée – s'y étaient développés sur le modèle des villes étasuniennes dont l'expansion s'est produite à la même époque<sup>22</sup>.

Cette lecture – la transition post-esclavagiste comme racialisation dans la société industrielle – soulève toutefois des difficultés tant conceptuelles que méthodologiques, car si les affranchis, leurs proches nés libres et leurs descendants directs – ceux qui se déclarent « noirs » dans le recensement de 1872 – peuvent constituer un groupe social dans la société post-esclavagiste, la couleur et ses significations ne suffisent pas à le caractériser. À l'inverse, les effets de la couleur, en tant qu'elle suggère une ascendance esclave, touchent l'ensemble de la société, bien au-delà de ce groupe social. Il y a donc deux questions distinctes qui se posent pour caractériser la transition des années 1930 : d'une part, que sont devenus ceux qu'on peut identifier au groupe social des *pretos* ou *negros*, c'est-à-dire assimilés aux affranchis et à leurs descendants, et d'autre part, comment a évolué l'importance de la couleur comme facteur de discrimination ?

Bien qu'elle soit indéniablement pertinente, la deuxième question a suscité nombre de difficultés méthodologiques, qui sont les mêmes que celles rencontrées par les sciences sociales pour qualifier les effets du racisme au Brésil depuis lors<sup>23</sup>. Globalement, elles tiennent

18. F. FERNANDES, *A integração do negro na sociedade de classes . 1, O legado da Raça Branca*, São Paulo, Atica, 1978 ; F. FERNANDES, *O negro no mundo dos brancos*, São Paulo, Global Editora, 2007.

19. O. IANNI, *Raças e classes sociais no Brasil*, Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 1972.

20. L. KOWARICK, *Trabalho e vadiagem : a origem do trabalho livre no Brasil*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1987.

21. G. R. ANDREWS, « Black and White Workers : Sao Paulo, Brazil, 1888-1928 », *The Hispanic American Historical Review*, vol. 68, n° 3, août 1988, p. 491-524 ; G. R. ANDREWS, *Blacks & Whites in São Paulo, Brazil, 1888-1988*, Madison, University of Wisconsin Press, 1991 ; M. A. CHAVES, *Perus dos operários na construção de São Paulo (1925-1945)*, São Paulo, Paco, 2012.

22. O. ZUNZ, *Naissance de l'Amérique industrielle : Detroit, 1880-1920*, Paris, Aubier, 1983.

23. Un des premiers à s'y être essayé est Donald Pierson, sociologue formé à Chicago, venu étudier à Bahia et dans la région de São Paulo les « relations inter-raciales » (voir C. BROCHIER, *La naissance de la sociologie au Brésil*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016 ; C. BROCHIER, « De Chicago à São Paulo : Donald Pierson et la sociologie des relations raciales au Brésil », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 25, n° 2, 2011, p. 293-324). On peut citer avec lui Samuel Lowrie, invité lui aussi depuis Chicago par l'École Libre de Sociologie de São Paulo ; S. H. LOWRIE, « Racial and National Intermarriage in a Brazilian City », *American Journal of Sociology*, vol. 44, n° 5, 1939, p. 684-707 ; S. H. LOWRIE, « Origem da população da cidade de São Paulo e diferenciação das classes sociais », *Revista do Arquivo Municipal*, vol. 43, 1938, p. 195-212 ; ainsi que l'enquête pionnière de Roger Bastide et Florestan Fernandes sur São Paulo, qui utilise à la fois les données du recensement de 1940, des analyses historiques sur l'esclavage, des entretiens auprès de personnalités du monde noir et de l'observation ; F. FERNANDES et R. BASTIDE, *Branços e negros em São Paulo : ensaio sociológico sobre aspectos da formação, manifestações atuais e efeitos do preconceito de côr na sociedade paulistana*, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1959. Cette enquête

à l'impossibilité d'une continuité des données, eu égard à la versatilité des qualifications de couleur selon le contexte, les énoncés, les acteurs, le lieu, la période, à commencer par les données des différents recensements généraux de la population brésilienne qui mentionnent des catégories de couleur dans leur questionnaire (1872, 1890, 1906 à Rio, puis à partir de 1940<sup>24</sup>).

En effet, comme dans la plupart des sociétés marquées par la traite atlantique, l'évocation de la blancheur et de toute teinte qui viendrait la nuancer, du *moreno* (brun) au *preto* (noir), en passant par *crioulo* (noir créole en opposition à africain), *mulato* (métis), *cafuso* (métis indien et africain), *caboclo* (métis indien), renvoie à une possible ascendance esclave, africaine ou indienne, mais ne correspond pas à des catégories stables tant elle est le produit complexe d'une interaction sociale<sup>25</sup>.

Cette difficulté n'invalide pas l'hypothèse que la signification des mots « *preto* » ou « *negro* » dans les années 1930 soit devenue, deux générations après l'abolition, une assimilation au groupe social des affranchis, et que celui-ci a donc perduré comme tel. On verra également que l'évocation de l'Afrique ou l'usage du terme « africain » assimile encore à cette époque à une condition esclave récente (la plus récente) plutôt qu'au fait d'être réellement né en Afrique (ce que l'interlocuteur ne peut en général pas vérifier et qui s'avère de moins en moins plausible à cette période puisqu'il faudrait qu'il ait plus de 80 ans). De même, le mot *pardo* (brun, foncé, cuivré), qui évoque au XIX<sup>e</sup> siècle moins une couleur qu'une condition libre et une ascendance africaine, correspondant au terme de « libre de couleur » dans les Antilles françaises, est utilisé dans la société de 1920 pour distinguer une position sociale certes libre mais inférieure à celle des Blancs<sup>26</sup>.

Autrement dit, si elles sont révélatrices du poids de la référence à l'esclavage, les identités sociales liées à la couleur sont difficiles à saisir dans leur évolution et ne nous permettent pas de mesurer les trajectoires sociales des groupes qui pourraient en théorie leur correspondre. Comment alors travailler sur cette transition de 1930 au regard de l'ordre social post-esclavagiste ? La couleur n'est pas l'unique marqueur du système social esclavagiste atlantique, et les acteurs sociaux ne s'y laissent pas réduire. Pour prendre la mesure du changement social qui a eu lieu à partir des métropoles du Sud-est, il faut repartir des

a été effectuée dans le cadre des travaux commandés par l'Unesco en 1949 sur la question raciale au Brésil, M. CHOR MAIO, « Florestan Fernandes, Oracy Nogueira, and the UNESCO Project on Race Relations in São Paulo », *Latin American Perspectives*, vol. 38, n° 3, 2011, p. 136-149. On peut également citer plus récemment les travaux de Edward Telles, E. E. TELLES, « Residential Segregation by Skin Color in Brazil », *American Sociological Review*, vol. 57, n° 2, avril 1992, p. 186-197 ; E. E. TELLES, « Industrialization and Racial Inequality in Employment : The Brazilian Example », *American Sociological Review*, vol. 59, n° 1, février 1994, p. 46-63 ; E. E. TELLES, *Race in Another America : The Significance of Skin Color in Brazil*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2014.

24. L'ensemble des difficultés méthodologiques pour mesurer les effets de race au Brésil a été synthétisé dans C. BROCHIER, « Les unions "interraciales" au Brésil : évolutions démographiques et interprétations sociologiques », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 110, n° 3, 2018, p. 113-135.

25. M. AGIER, « Le maléfice de la race et le corps de l'indésirable », *Communications*, n° 98, juin 2016, p. 175-188.

26. Nous utiliserons d'ailleurs dans la suite du texte, sauf précision inverse, les termes de *negro*, *preto*, *pardo*, *mulato* et *branco* dans leur sens émique. Voir L. M. SCHWARCZ, *Nem preto nem branco, muito pelo contrário : Cor e raça na sociabilidade brasileira*, São Paulo, Claro Enigma, 2012.

dynamiques des sociétés esclaves et de leurs descendants, c'est-à-dire prendre en compte leurs dynamiques d'ancrage et de mobilité depuis l'abolition.

## Des sociétés très mobiles

Pour en comprendre les dynamiques sociales, revenons à une définition générale de l'institution de l'esclavage. Celle-ci s'exerce non pas sur un type de personne, définie par une caractéristique ou une origine, même si elle produit en retour un stigmate extrêmement long à neutraliser – ici notamment la couleur – mais procède par l'extraction sociale de l'individu – l'impossibilité pour lui de se référer à une société dont il serait ou aurait été membre – afin de le rendre dépendant et disponible<sup>27</sup>. La traite et la guerre ont été les moyens les plus répandus pour produire cette condition, le Brésil ne fait pas exception.

En retour de ces mobilités puis immobilités forcées, toute resocialisation, toute reconstitution d'une autonomie de la part des populations en esclavage affecte la puissance de la domination esclavagiste et oblige les maîtres à renégocier les conditions pour disposer de l'activité de leurs esclaves, comme dans tout rapport de force social. Ainsi, aux deux ressorts de la domination esclavagiste que sont le contrôle de la mobilité et l'entrave à la resocialisation, répondent ceux qui prétendent y résister : conquête de la mobilité et stratégies d'ancrage qui permettent de reconstituer des liens sociaux et une autonomie matérielle. Comme l'a bien montré Hebe Mattos à propos de la région de Rio au XIX<sup>e</sup> siècle, l'abolition formelle de l'esclavage a de fait laissé aux sociétés esclaves ou assimilées de plus grandes possibilités d'ancrage et de mobilité, dont elles ont usé en continuité de stratégies déjà courantes chez les populations en cours de sortie de l'esclavage : acquisitions de terres, mobilités et alliances familiales<sup>28</sup>.

Définir l'esclavage comme une situation extrême du contrôle de la mobilité et de l'ancrage nous permet d'envisager les formes diversifiées de l'esclavage dans les régions de Rio et São Paulo ainsi que les configurations qu'elles produisent après l'abolition.

Rio était depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le principal port brésilien de la traite atlantique, alimentant en main-d'œuvre esclave le Minas Gerais et les plantations de sucre de la région de Campos. L'arrivée de populations esclaves devient particulièrement soutenue au début du XIX<sup>e</sup> siècle lorsque la caféiculture se développe dans la vallée du Paraíba. Une partie des esclavisés reste en ville, d'une part pour assurer les services urbains et domestiques, d'autre part car la crainte d'une interruption de la traite sous la pression anglaise incite les marchands d'esclaves cariocas à faire du stock<sup>29</sup>. En 1821, on compte ainsi 45,6 % d'habitants en esclavage parmi la population de Rio, dont les trois quarts sont nés en Afrique, et ces proportions persistent jusqu'à la fin du trafic en 1850<sup>30</sup>. Rio accueille ensuite la traite interne

27. C. MEILLASSOUX, *Anthropologie de l'esclavage : le ventre de fer et d'argent*, Paris, Presses universitaires de France, 1986 ; O. PATTERSON, *Slavery and social death : a comparative study*, Cambridge (MA)/London, Harvard University Press, 1982 ; A. TESTART, *L'institution de l'esclavage : une approche mondiale*, V. Lécrivain (éd.), Paris, Gallimard, 2018.

28. H. MATTOS, *Les couleurs du silence. Esclavage et liberté dans le Brésil du XIX<sup>e</sup> siècle*, A. Fléchet (trad.), Paris, Khartala, 2019.

29. A. ENDERS, *Histoire de Rio de Janeiro*, Paris, Fayard, 2000, p. 151-166.

30. A. ENDERS, *Histoire de Rio de Janeiro*, p. 155.

qui se met en place depuis la région Nordeste vers les plantations de café. Au total, 300 à 400 000 personnes ont été ainsi vendues entre 1850 et 1885, dont la majorité vers les trois principales régions productrices, São Paulo, Minas Gerais et Rio qui concentrent la moitié de la population esclave du Brésil en 1877<sup>31</sup>, l'expansion rapide de la caféiculture dans l'intérieur de la province de São Paulo étant la plus consommatrice<sup>32</sup>.

La situation de ces personnes en esclavage est donc hétérogène lorsque s'enclenche le processus abolitionniste<sup>33</sup>. Dans les régions agricoles autour de Rio où l'esclavage concerne 19,7 % de la population *fluminense* en 1883<sup>34</sup>, les rapports de force entre les travailleurs esclaves et les propriétaires varient selon le type de culture : le sucre en déclin, les régions d'agriculture destinée au marché interne et celles du café. Du fait de la fin de la traite atlantique et tandis que les politiques alternatives de soutien à l'immigration internationale sont déployées au principal bénéfice de la province de São Paulo, les propriétaires de la région de Rio ne peuvent se passer de leur main-d'œuvre locale. Les travailleurs esclaves ont donc pu entamer un processus d'ancrage relatif qui leur permet, au moment de l'abolition, de négocier les conditions de leur liberté notamment par l'accès au foncier, si bien que beaucoup restent sur place<sup>35</sup>. Ceux qui n'ont pas pu le faire jouent de leur mobilité acquise pour se déplacer vers des plantations similaires. Les plus précaires encore deviennent des journaliers agricoles sur leur ancienne plantation, si bien que la mobilité n'est pas si importante que le craignaient les planteurs, dans la mesure où les sociétés esclaves ont pu s'appuyer en partie sur des formes de paysannerie constituées avant l'abolition.

Dans la ville de Rio, la population esclave restait nombreuse au moment de l'abolition. Les conditions de l'esclavage urbain favorisaient par ailleurs l'autonomie des travailleurs, en particulier ceux en auto-location de service (*de ganho*)<sup>36</sup>. La condition d'esclave et de libre était donc déjà indiscernable pour grand nombre d'entre eux qui vivaient en famille et occupaient le quartier du port vers le nord, dit *Pequena África* (Petite Afrique). C'est aussi ce qui explique l'importance des confréries d'esclavisés et d'affranchis ou la formation d'associations de solidarité mutuelle pour organiser des affranchissements dès les années 1860<sup>37</sup>. Même avant l'abolition, les habitants en esclavage à Rio étaient positionnés dans un

31. A. ENDERS, *Histoire de Rio de Janeiro*, p. 165.

32. Sur 1 510 806 habitants esclavisés au total, le recensement de 1872 en dénombre 156 612 dans la province de São Paulo, 292 637 à Rio, et 370 459 dans le Minas Gerais. La seule autre province qui atteint ces proportions est celle de Bahia avec 167 824 esclavisés.

33. L'esclavage brésilien connaît une première inflexion avec la fin du trafic atlantique en 1850, puis avec la Loi du ventre libre en 1871, en 1879 avec la loi de « *locação de serviços* » qui régleme le travail libre, enfin avec la loi qui émancipe les sexagénaires en 1886 avant l'abolition définitive en 1888.

34. A. ENDERS, *Histoire de Rio de Janeiro*, p. 191.

35. H. M. MATTOS DE CASTRO, *Das cores do silêncio : os significados da liberdade no sudeste escravista, Brasil século XIX*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1998 ; A. LUGÃO RIOS et H. M. MATTOS, *Memórias do cativo*.

36. La particularité de l'esclavage urbain est l'importance des esclaves en auto-location, *escravos de ganho*, qui connaissent de fait une grande autonomie et sont souvent en capacité de racheter leur liberté. L. M. ALGRANTI, *O feitor ausente : estudo sobre a escravidão urbana no Rio de Janeiro*, Petrópolis, Vozes, 1988 ; L. F. de ALENCASTRO, « Proletários e escravos : imigrantes portuguesas e cativos africanos no Rio de Janeiro, 1850-1872 », *Novos estudos CEBRAP*, vol. 21, 1988, p. 30-56.

37. S. CHALHOUB, « Solidarité et liberté : les sociétés de secours mutuel pour gens de couleur à Rio de

marché urbain du travail libre, en concurrence avec les immigrés étrangers (principalement portugais), avec des survivants de l'important contingent de soldats en esclavage qui avaient servi dans la guerre contre le Paraguay (1864-1870) et qui avaient rejoint la capitale avec le statut de *libertos*, ou avec des Nordestins de condition libre qui avaient commencé à migrer avec le déclin de la canne à sucre<sup>38</sup>.

La situation était alors différente dans la ville de São Paulo, qui ne comptait que quelques dizaines de milliers d'habitants jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup>. La main-d'œuvre esclave étant en priorité acheminée vers le café, elle était rare en ville. São Paulo fonctionnait surtout comme un refuge pour ceux qui fuyaient l'esclavage, où ils s'organisaient en *quilombo*<sup>39</sup> sur les marges de la ville. Le phénomène s'intensifie à partir des années 1880, lorsque les évasions collectives des plantations deviennent le principal moyen de négociation des esclavisés pour obtenir l'abolition et des garanties matérielles.

La majorité des personnes en esclavage de la province de São Paulo était donc issue de la traite interne, c'est-à-dire en situation de mobilité forcée récente qui les empêchait de développer le même type de stratégie que dans les plantations *fluminenses* à la même époque. De plus, le front pionnier du café se déplaçait continuellement vers l'ouest, et les travailleurs esclaves étaient utilisés pour ce défrichement. Dès la fin des années 1870, les planteurs et investisseurs du café s'inquiètent de l'insuffisance de main-d'œuvre. Ils craignent également un rapport défavorable face aux travailleurs esclaves et libres qui seraient en mesure d'imposer des conditions. Pour y résister, ils mettent en place des politiques d'immigration massive en provenance d'Europe<sup>40</sup>. Dans des conditions de mobilité lointaine, dépendants de leur employeur et transporteur, les colons européens sont incités à produire en échange d'un lot de terre et d'un intéressement à la récolte, mais cette situation de dépendance qui les pousse à intensifier le travail ne dure que jusqu'au moment où les familles ou groupes de colons peuvent construire à leur tour un ancrage. Il faut donc pour les planteurs se réapprovisionner sans cesse en main-d'œuvre par de nouvelles arrivées afin de reproduire ces conditions de travail intensif. L'arrivée de la main-d'œuvre étrangère permet également aux planteurs de résister aux pressions occasionnées par les évasions collectives qui se multiplient en 1887. Les planteurs évitent ainsi de concéder aux travailleurs esclaves puis affranchis un accès à la terre, les maintenant en situation de prolétaires sur un marché du travail devenu concurrentiel. Les « Blancs » d'origine européenne sont ainsi favorisés face aux « travailleurs nationaux » terme qui sous-entendait aussi une catégorie raciale : noire (*pretos* ou *negros*) ou métisse (*pardos*), c'est-à-dire non blanche<sup>41</sup>. Mais la situation de São Paulo ne doit pas éclipser les nuances qui apparaissent alors dans le Sudeste selon non pas la teinte de la peau, mais selon

Janeiro dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle », dans J. Hébrard (éd.), *Brésil quatre siècles d'esclavage*, Paris, Karthala, 2012, p. 283-307.

38. A. ENDERS, *Histoire de Rio de Janeiro*, p. 213.

39. Refuge des esclaves marrons au Brésil.

40. Environ quatre millions d'étrangers (c'est-à-dire autant que l'ensemble des Africains débarqués comme esclaves au Brésil durant toute la durée de la traite atlantique) sont entrés au Brésil sur la période 1884-1940. Les contingents italien (1,5 millions) et portugais (1,4 millions) sont les plus importants, les migrations subventionnées et assurées logistiquement par les États (Rio et São Paulo) étant dépassées, dès 1900, par le volume des migrations spontanées.

41. K. MONSMA, « Identidades, desigualdade e conflito : imigrantes e negros em um município do interior paulista, 1888-1914. Notas de pesquisa », in *História Unisinos*, vol. 11, n° 1, 2007, p. 111-116.

le degré d'autonomie – capacité d'ancrage et de mobilité – qui est le résultat d'un processus engagé depuis au moins 1850. Ce sont aussi ces distinctions qui déterminent à leur tour les conditions de la migration pour la génération suivante.

En effet, ce sont surtout des enfants de ces affranchis et colons qui s'engagent en migration à l'âge adulte, poussés en cela par la crise du café en 1922 à São Paulo. De même dans la région de la Paraíba *fluminense*, les enfants d'affranchis qui ne peuvent renouveler les conditions d'accès à la terre qu'avaient obtenues leurs parents, migrent parfois d'abord pour d'autres régions agricoles comme journaliers<sup>42</sup>. Beaucoup d'Européens eux aussi sont confrontés à une dégradation des conditions de reproduction – elles n'étaient pas prévues dans la politique migratoire – et abandonnent alors leur projet agricole pour rejoindre les villes.

Parmi tous ces groupes, ce sont ceux qui en ont le plus les moyens qui entreprennent une migration vers les grandes villes, et amorcent s'ils le peuvent une filière pour faire venir les autres. Dans les nouveaux faubourgs où ils se retrouvent ensemble sur un front de peuplement, les identités vont se renégocier à partir des hiérarchies de départ et des arrangements sur place, ainsi que l'ont fait les grands-parents de Suelly et Ednia.

Dans leurs différentes réponses à l'esclavage, dans leur trajectoire migratoire, qui sont autant de stratégies pour accéder à l'autonomie, les travailleurs nés libres et affranchis, les migrants européens ou japonais, ont joué sur le registre à la fois de l'ancrage et de la mobilité. La migration vers les métropoles fait partie de ce registre, en changeant radicalement les données. L'installation en ville définit de nouvelles hiérarchies, de nouvelles dépendances, où la couleur ne joue qu'un rôle parmi d'autres. Les identités issues des rapports de pouvoir de la plantation vont s'y transformer. C'est ce que nous proposons de décrire dans ce livre.

## Méthodologie et sources

Comme nous l'avons vu, le suivi du peuplement des métropoles brésiliennes en fonction de la catégorie raciale des habitants n'est ni pertinent – les catégories des recensements ne nous disent pas grand-chose des trajectoires, ni selon la nationalité, ni selon la couleur – ni possible : le recensement général du Brésil de 1920 n'introduit pas la catégorie de couleur, et celui de 1940 pas à un niveau suffisamment fin pour observer la répartition du peuplement<sup>43</sup>. Nous pouvons en revanche observer les nouvelles périphéries qui se forment entre 1920 et 1940. Comme nous le verrons, les populations comptabilisées dans les districts appelés « suburbains » (*suburbanos*) dans les recensements de 1920 et 1940 représentent près de

42. C. E. C. da COSTA, « “Faltam braços no campo e sobram pernas na cidade” ». Migração e trabalho no Pós-abolição brasileiro. Baixada Fluminense (RJ, 1888-1940) », dans M. Abreu *et al.* (éd.), *Histórias do Pós-abolição no Mundo Atlântico. Volume 2 : O mundo do trabalho, experiências e lutas pela liberdade*, Niterói, Editora da UFF, 2013, p. 218-240.

43. D'autant moins en l'absence du matériel du recensement de 1940, aujourd'hui détruit, qui aurait pu permettre de refaire des croisements de données. Les seules publications qui, à notre connaissance, croisent des données de couleur et de localisation du recensement de 1940 sont S. H. LOWRIE, « The Negro Element in the Population of Sao Paulo, a Southernly State of Brazil », *Phylon* (1940-1956), vol. 3, n° 4, 1942, p. 398-416 ; G. MORTARA, « A composição da população do Distrito Federal segundo a cor », dans *Estudos sobre a composição da população do Brasil segundo a cor*, Conselho Nacional de Estadística (Brasil). Laboratório de Estadística, Rio de Janeiro, 1950, p. 105-131.

la moitié de la population urbaine totale et surtout la très grande majorité des nouveaux habitants dans les deux villes. Pour en observer les formes du peuplement et surtout les rapports sociaux qui s'y construisent, il est nécessaire de raisonner à l'échelle du district. Nous avons choisi celui de Madureira à Rio, en très forte croissance à cette période et qui est connu pour avoir accueilli une importante population afro-descendante, initiatrice des premières écoles de samba du carnaval carioca. Le rôle de Madureira dans l'histoire de la samba fournit également une multitude de récits d'habitants du quartier collectés par l'historiographie. Pour mettre en perspective les formes du peuplement et avoir un contrepoint du processus à Madureira, j'ai procédé à une comparaison avec un autre *subúrbio* (banlieue) qui se forme à São Paulo durant la même période, celui de Casa Verde. Surgi de terre entre les années 1920 et 1940, il est connu pour son peuplement noir, et pour être un des lieux d'implantation de la samba pauliste dans les années 1950.

Les trajectoires démographiques des deux quartiers sont comparables. À São Paulo, Casa Verde apparaît pour la première fois sur une carte datée de 1916, après le lancement d'une opération de lotissement en 1913 sous le nom de « Vila Tietê ». Casa Verde devient un district de la municipalité en 1927 (par une scission avec le district de Sant'Anna, lui-même datant de 1900) qui compte environ 13 000 habitants dans le recensement de 1934, puis 22 000 en 1940 et 58 000 en 1950. Dans la géographie de São Paulo publiée par Azevedo en 1958<sup>44</sup>, Casa Verde est un des trois districts où se concentre la population noire, avec Barra Funda et Bela Vista (où se trouve le quartier de Bexiga), ainsi que le confirme un recensement de 1934 sur la population scolaire<sup>45</sup>. L'auteur estime qu'autour de 1925, Casa Verde constituait la limite du front d'urbanisation. À Rio, le district de Madureira est créé à la même époque en 1928 par redécoupage des districts de 1920<sup>46</sup>. Bien que la petite localité, au carrefour de deux routes anciennes (vers Santa Cruz et Irajá) soit occupée depuis la fin du XIX<sup>e</sup>, elle serait elle aussi située à la limite du front d'urbanisation en 1930<sup>47</sup>. En 1928, le nouveau district regroupe environ 27 000 habitants, puis 113 000 en 1940 et en 157 000 en 1950.

Ma première démarche a consisté à reconstituer les différentes étapes de ce peuplement à partir du bâti, à l'aide des cartes disponibles (rares pour la périphérie<sup>48</sup>) et des documents

44. A. de P. AZEVEDO, *A cidade de São Paulo : estudos de geografia urbana*, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1958, 3 volumes. Dans le volume 1 (p. 18), les recensements mentionnent 13 452 habitants en 1934, 22 120 en 1940 et 58 571 en 1950. Dans le volume 3 consacré aux « bairros » (p. 209), Casa Verde figure parmi les sous-districts qui ont connu la plus forte croissance entre 1940 et 1950.

45. COMISSÃO CENTRAL DO RECENSEAMENTO DEMOGRAFICO, ESCOLAR E AGRICOLA-ZOOTECHNICO, « Recenseamento escolar realizado em 1934, São Paulo, Brasil, 1935 », Secretaría de Educación do Estado de São Paulo, 1935.

46. Principalement par scission du district d'Irajá mais aussi en partie Inhaúma et Jacarepaguá.

47. A. M. CORRÊA, *O sertão carioca*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1936.

48. Les cartes de São Paulo ont été mises à disposition par le service cartographique de l'APESP, Arquivo Público do Estado de São Paulo, dont je remercie les archivistes. Quelques cartes proviennent de l'Arquivo Municipal Washington Luís. La carte SARA, réalisée à partir de vues aériennes, couvre l'ensemble du territoire brésilien en 1930. Pour Rio, j'ai d'abord utilisé les cartes publiées avec les recensements de 1906 et 1920. En particulier, ce dernier détaille les cartes des districts d'Irajá, d'Inhaúma et de Jacarepaguá sur lesquels sera délimité le futur district de Madureira. Les archives de la ville de Rio (Arquivo Geral da Cidade do Rio de Janeiro, AGCRJ) disposent d'un important fonds cartographique mais peu de documents concernent la zone suburbaine. La mairie de Rio a commandé en 1928 une carte topographique du District Fédéral à partir d'aérométries. Les cartes éditées en 1930 mettent en évidence le bâti et le parcellaire de toute

d'urbanisme (opérations de lotissement et de remembrement déposés en mairie<sup>49</sup>). En l'absence de détails au niveau du district dans les recensements de population, j'ai cherché des sources partielles de ce peuplement dans les paroisses catholiques fondées au fur et à mesure du peuplement des deux quartiers<sup>50</sup>. Un autre éclairage sur le peuplement de Madureira est ressorti de la consultation des archives du syndicat « Resistência » (Sociedade da Resistência dos Trabalhadores do Trapiche e Café<sup>51</sup>), dont beaucoup de membres furent résidents de Madureira.

Une source essentielle pour étudier le peuplement des deux quartiers est constituée par la presse quotidienne. La presse de Rio – la plus importante du pays depuis l'Empire – puis celle de São Paulo, ont d'abord été le média et l'instrument des élites politiques, à travers lesquels elles confrontaient leurs idées et positions, les interpellations des chroniqueurs et éditorialistes cherchant une audience auprès des classes supérieures de la ville pour peser dans les rapports de force politique. Dans ce journalisme de la première génération, celle de la République de 1890, les dimensions informatives des principaux titres étaient peu importantes et visaient un lectorat réduit aux milieux alphabétisés qui constituaient la base de l'électorat. Autrement dit, à côté de l'existence de nombreux titres de courte durée et de faible tirage – presse noire née dans le contexte de l'abolition, presse du mouvement ouvrier, presse communautaire des groupes migrants, mais aussi groupes lettrés des nouveaux faubourgs<sup>52</sup>

la zone suburbaine. Je remercie les assistants de conservation qui m'en ont fourni une version digitalisée. Après cette date, la cartographie du District Federal passe sous le contrôle du service géographique des Armées et n'est pas consultable. On trouve enfin des cartes d'échelle plus locale de la métropole à l'Institut d'urbanisme de Rio Pereira Passos, mais les plus détaillées sont les cartes des transports et les cartes touristiques : celles du Guia Rex éditées en 1941, 1945, 1949, du Guia Levi de 1940 (novembre), de 1945 (octobre-décembre) et 1950, et enfin l'Almanaque Suburbano et le Guia Gutman en 1949.

49. À São Paulo, plusieurs cartes de lotissements (Vila Tietê, Vila Baruel) et une carte des lots destinée aux services fiscaux sont conservées aux archives de la ville Washington Luis. Il est possible en théorie (je n'ai pas pu disposer de ces documents pour ma recherche) d'obtenir du service d'urbanisme de la municipalité les plans de lotissements qui ont été approuvés durant cette période. De même, les lotissements sont mentionnés par les récurrences des actes notariés concernant les parcelles, pouvant aussi donner une idée de la constitution du tracé des îlots. Je remercie Marcelo Weingarten de m'avoir aidée à accéder à ces documents. À Rio, l'accès aux archives notariales est possible mais plus complexe du fait du constant redécoupage des districts notariaux, et surtout parce qu'il n'y a pratiquement pas eu de lotissements de grande ampleur à Madureira mais plutôt un ensemble d'opérations individuelles. En revanche la municipalité met en ligne certains documents d'urbanisme à travers une base de données à interroger par adresse d'immeuble (Acervo de Imagens da Secretaria Municipal de Urbanismo : <https://acervoimagens.rio.rj.gov.br/consultaPrincipal.asp?o=c>, consulté le 3 avril 2026).

50. Une consultation des actes notariés du registre civil est possible en théorie à l'office notarial de Casa Verde mais nécessite des démarches juridiques conséquentes à Madureira, de même pour la consultation des archives scolaires des écoles du quartier.

51. Le Sindicato dos Arrumadores Rio de Janeiro conserve ces archives dans son local à Rio (R. Santo Cristo, 95). Je remercie les responsables du syndicat de m'avoir facilité leur consultation et autorisé leurs photographies.

52. Projet sous la direction de Laura antunes Maciel « Outras memórias e histórias : cultura letrada e redes de comunicação social no riode Janeir 1870-1920 », projet UFF cnpq 2005, notamment le mémoire *Nas margens, Experiências de suburbanos com periodismo do Rio de Janeiro 1880-1920*, de Leandro Mendonça en 2011.

– la presse de plus grande diffusion ne laissait que peu de place aux perspectives des classes populaires<sup>53</sup>.

Progressivement avec la croissance de la ville de São Paulo, le lectorat s'élargit aux catégories sociales intermédiaires, professeurs, fonctionnaires, typographes, etc.<sup>54</sup>, mais la circulation de l'information dans les quartiers populaires prenait d'autres formes, comme par exemple la diffusion de *modinhas* ou *lundus*, chants récités dans les rues qui véhiculaient des informations sur les crues, le prix du tramway, la campagne de recrutement de l'armée, les bagarres et les attroupements, autant de sources orales perdues pour l'histoire sociale<sup>55</sup>... Or cette configuration change rapidement au cours des années 1920, d'une part avec la progression de l'alphabétisation qui étend les viviers de lecteurs, d'autre part avec l'apparition d'une nouvelle presse qui mise sur une fonction plus informative et plus commerciale, dirigée vers les centres d'intérêts de ses lecteurs qu'elle espère les plus nombreux possible. Ainsi, à São Paulo, à côté des quotidiens du matin traditionnels tenus par les élites oligarchiques (le *Correio Paulistano* qui exprime les positions du Partido Republicano Paulista, et son concurrent, *O Estado de São Paulo*, propriété de Julio Mesquita Filho), apparaissent de nouveaux formats, éditions du soir qui s'adressent à une large population en publiant petites annonces, faits divers et actualité sportive, en plus d'une information plus directe : la *Folha da Noite* en 1921, qui se double d'une édition du matin en 1925, la *Folha da Manhã*<sup>56</sup>. De même, le titre *A Gazeta*, racheté par le journaliste Casper Líbero qui devient à la fin des années 1920 le premier tirage quotidien de São Paulo, mise également sur la professionnalisation du journalisme et de l'information, ainsi que sur l'actualité sportive et les pages « sociales ». À Rio, à côté de l'austère et conservateur *Jornal do Comércio*, du *Jornal do Brasil* lu surtout dans le centre et la zone sud, apparaissent sur ce modèle commercial *O Globo*, lancé en 1925 et surtout le *Correio da Manhã* (fondé en 1901 et repris par Edmundo Bittencourt) qui défendent eux aussi un journalisme plus professionnel et de plus large diffusion. La presse change alors de modèle économique, devenant une entreprise en soi, y compris s'il faut négocier avec le régime en place. L'entreprise du journaliste Assis Chateaubriand, surnommé Chatô, incarne ce modèle. À partir de 1924, il rachète plusieurs titres dans le pays (*O Jornal* à Rio, *O Diário de São Paulo*, *O Diário de Recife* et *O Estado de Minas*) et les regroupe dans sa société Diários Associados, à laquelle il intègre peu à peu magazines illustrés, radio et plus tard télévision. Ces reconfigurations de la presse en font un champ autonome avec des enjeux entrepreneuriaux au moins jusqu'en 1945<sup>57</sup>. Elles reposent sur la croissance d'un

53. On peut toutefois signaler que le *Jornal do Brasil*, le premier quotidien de Rio en 1900, réservait une colonne aux réclamations populaires, intitulées « *queixas do povo* » (plaintes du peuple) : T. de S. CASTRO, « Um exercício de cidadania : As queixas da população carioca na década de 1920 », XIV Encontro regional ANPUH-RIO, 2010.

54. H. CRUZ, *São Paulo em papel e tinta*, São Paulo, Arquivo Público do Estado de São Paulo, 2013, sur la période 1890-1915.

55. A. MACHADO, « Rapsodos do Tietê », *Revista do Arquivo Municipal*, vol. XVIII, 1935, cité par M. C. C. WISSENBACH, « Da escravidão á liberdade : dimensões duma privacidade possível », p. 128-129.

56. Surnommées les *Folhas* et plus tard réunies sous le titre unique de *Folha de São Paulo* aujourd'hui un des plus grands groupes de presse brésiliens, O. PILAGALLO, *História da imprensa paulista : jornalismo e poder de D. Pedro I a Dilma*, São Paulo, Três Estrelas, 2012.

57. À partir de cette date, trois grands groupes domineront la vie médiatique du pays et utiliseront explicitement leurs médias à des fins politiques contre Vargas et ses alliés.

nouveau lectorat dans les grandes villes. À Rio et São Paulo, où sont diffusés la très grande majorité des tirages nationaux<sup>58</sup>, l'accès à la lecture s'est de fait démocratisé puisque le taux d'alphabétisation à Rio et São Paulo dans le recensement de 1940 est respectivement de 60 et 59 % contre 50 % pour la moyenne nationale<sup>59</sup>, d'autant que le journal pouvait être lu à haute voix dans les cafés ou devant les maisons. En 1930, *O Globo* à Rio tirait déjà à 30 000 exemplaires, dépassant le *Jornal do Brasil* qui tire entre 15 et 20 000 exemplaires en 1931. En 1945, 21 titres à Rio et 9 à São Paulo tirent à plus de 50 000 exemplaires. On estime qu'en 1941, et tandis que la presse était entièrement sous le contrôle de l'Estado Novo, entre 550 et 660 000 exemplaires étaient tirés chaque jour à Rio, pour 152 titres quotidiens<sup>60</sup>.

La base de données en ligne *Mémoria Digital* de la Biblioteca Nacional do Brasil<sup>61</sup> permet de consulter une bonne partie de ces titres sur la période 1920-1940<sup>62</sup>, et propose une recherche par mots-clés sur l'ensemble du corpus<sup>63</sup>. La majorité des occurrences « Madureira » et « Casa Verde » concerne deux types d'informations : les nombreuses actualités sportives correspondant aux clubs et tournois joués dans ces quartiers ou par leurs équipes, et les faits divers. Dans ces colonnes qui ont peu à peu pris une grande importance dans la presse quotidienne des années 1920, les journalistes mentionnent presque systématiquement, avec le nom et parfois la photo des individus concernés, leur adresse (quartier ou rue), leur couleur de peau (*pardo, negro, branco*, même si c'est de moins en moins systématique au long des années 1930), parfois leur âge, état civil et profession. Il s'avère aussi qu'une quantité importante des actualités générales de la ville concerne des habitants ou des quartiers de Madureira ou Casa Verde ; elle est relayée aux rédactions, rédigée par leurs journalistes et lue par les lecteurs de l'ensemble de la ville. Comme nous le verrons, ces informations relèvent de nombreux domaines de la vie sociale, culturelle et politique, du plus anodin (un

58. En 1934, sur les 39 publications tirant à plus de 20 000 exemplaires, 27 sont diffusées à Rio et 10 à São Paulo, voir A. de SÉGUIN DES HONS, *Le Brésil : presse et histoire 1930-1985*, Paris, L'Harmattan, 1986.

59. Bien que les politiques d'enseignement public soient encore peu efficaces, elles ne cessent de progresser en particulier à partir de 1934 sous l'impulsion du ministère de l'Éducation créé par Vargas dès 1931. Les effets restent toutefois superficiels puisque seulement 12 % de la population de Rio et 9 % de celle de São Paulo avait reçu une scolarité primaire complète en 1940 (et seulement 3,3 % et 1,9 % respectivement une formation supérieure).

60. A. de SÉGUIN DES HONS, *Le Brésil*, p. 189. Les tirages les importants sont le *Diário de Notícias* à Rio (53 000 ex en 1941), *O Correio da Manhã*, *O Jornal do Brasil* et *O Jornal* (plus de 30 000 chacun), et à São Paulo, le *Diário de São Paulo* à 64 000 exemplaires en 1943, et le *Diário da Noite*, les deux journaux de Chatô.

61. Disponible en ligne : <http://memoria.bn.br/hdb/periodico.aspx>, consulté le 3 avril 2026.

62. La base rassemble pour Rio 190 titres pour la décennie 1920 et 179 pour la décennie suivante, et pour São Paulo 48 titres pour les années 1920 et 35 pour les années 1930. Les principaux titres quotidiens de Rio sont présents dans la base, c'est-à-dire *O Jornal do Brasil*, *O Correio da Manhã*, *O Jornal*, *O Paiz*, *O Diário de Notícias*. Pour São Paulo, les publications *Diário de São Paulo*, *Diário da Noite*, *O Correio Paulistano*, *A Gazeta*, *O Diário Nacional* sont consultables. S'il manque deux publications importantes que sont *O Estado de São Paulo* et les *Folhas* (qui ont leur propre service d'archives en ligne), la base permet toutefois de couvrir la majorité de la presse quotidienne sur les deux décennies.

63. Le corpus fait apparaître 1791 occurrences du terme « Casa Verde » pour les années 1920, et 1922 pour les années 1930. Pour Madureira, la recherche est plus compliquée puisque le mot-clé « Madureira » compte plus de 36 000 occurrences pour les années 1920 et à plus de 68 000 pour les années 1930. J'ai effectué un échantillonnage réparti sur les principaux titres et par année.

portefeuille oublié dans un café) au plus sérieux (les annonces des réunions d'associations politiques), et attestent ainsi que les habitants des *subúrbios*, pourtant situés à la frange de la métropole, font partie non seulement du lectorat qui « consomme » ces informations mais sont également les acteurs de l'actualité. Nous verrons que de surcroît, ils n'hésitent pas à utiliser la presse pour faire valoir leurs intérêts et prendre à partie une opinion publique métropolitaine.

Ainsi, la presse quotidienne de Rio et de São Paulo n'est pas seulement une source pour l'étude de la formation de la société des *subúrbios*, mais devient un élément essentiel de cette formation. Dans ce court intervalle de la « Civilisation du journal »<sup>64</sup> correspondant aux années où se développe une presse commerciale grand public, diversifiée et qui occupe le monopole médiatique – avant que la radio, à partir des années 1940, ne la concurrence auprès des classes populaires – la presse constitue manifestement un espace de médiatisation de cette société nouvelle, un lieu de sa représentation, le spectacle d'elle-même et de sa participation à la société métropolitaine.

C'est donc à double titre que j'ai utilisé la presse dans cette étude. D'un côté elle fournit des informations factuelles sur les habitants de Madureira, notamment ceux que j'ai suivis individuellement et dont j'ai pu reconstituer d'importants éléments biographiques, de l'autre elle est un lieu de reconnaissance et d'appropriation qui est indissociable de la formation et de l'évolution des groupes sociaux que je souhaite observer.

Enfin, j'ai recherché toutes les manières possibles de reconstituer le peuplement à partir de la perspective des habitants, de leur point de vue et à partir de leurs catégories. Il existe quelques récits publiés de quelques-uns de ces habitants pionniers, collectés par des travaux de géographie urbaine à Casa Verde, ou illustrant l'histoire de la samba à São Paulo<sup>65</sup>. À l'initiative de la municipalité de Rio, une collecte de récits d'habitants a été réalisée par des jeunes chercheurs en sciences sociales dans les années 1990<sup>66</sup>. L'histoire de la samba, du *jongo* et des écoles de samba constituent un témoignage important des trajectoires et de la vie quotidienne d'habitants de Madureira<sup>67</sup>. Enfin j'ai moi-même collecté une quarantaine de récits auprès des descendants de la première génération d'habitants, grâce à quatre séjours réalisés entre avril 2017 et juillet 2018 dans les deux quartiers. Ceux-ci ont été menés en sollicitant des habitants nés sur place dans les années 1930, ou encore dont les parents étaient nés sur place à cette période, dans un échantillon qui représente à la fois les différents quartiers des deux districts et les groupes sociaux que j'ai pu identifier dans le peuplement – c'est ce qui me conduit à pouvoir reconstituer les conditions d'arrivée, d'installation et

64. En référence à l'ouvrage collectif D. KALIFA *et al.*, *La civilisation du journal : histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Nouveau monde éditions, 2013.

65. A. DOZENA et M. M. MARCELINO, « O samba na "quebrada" do Bexiga e do Parque Peruche », *Ponto Urbe. Revista do núcleo de antropologia urbana da USP*, n° 2, 2008, p. 1-17; M. M. MARCELINO, *Uma leitura do samba rural ao samba urbano na cidade de São Paulo*, mémoire de master, Universidade de São Paulo, 2007; M. M. MARCELINO, *A evolução urbana do Parque Peruche e sua gente*, São Paulo, Carthago Editorial, 2003; R. J. de OLIVEIRA, *A presença do negro na cidade : memória e território da Casa Verde em São Paulo*, mémoire de master, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo, 2002; E. BRITTO, *São Paulo tem a Casa Verde*, São Paulo, Visuale, 1998.

66. Leurs copies sont conservées dans les locaux de la Région administrative XV (Madureira).

67. Voir chapitres 6 et 7.

les perspectives des grands-parents de Suelly et d'Ednia, afin de caractériser le changement social dont ils étaient les acteurs.

## Organisation de l'ouvrage

En compilant ces divers matériaux, je retrace d'abord dans une première partie les dynamiques démographiques et géographiques de la formation de ces *subúrbios* de deuxième génération. Les grandes étapes du peuplement de Madureira et Casa Verde (leurs composantes démographiques, le bâti et la matérialité d'une condition suburbaine) sont comparées pour comprendre les spécificités de la formation des espaces à Madureira, en particulier la spatialisation des rapports de race ou post-esclavagistes et la médiatisation politique et culturelle de ces nouveaux groupes dans la métropole. En écho aux catégories raciales et sociales utilisées par la presse des faits divers, j'essaie d'identifier au fur et à mesure des évolutions urbaines, les groupes sociaux qui se sont formés selon le statut migratoire, le statut d'occupation ou la proximité du vécu de l'esclavage. La comparaison des deux quartiers permet de caractériser la complexité de ces groupes, qui ne peuvent être réduits à leur dimension raciale telle que les recensements l'enregistrent.

Je m'intéresse dans une deuxième partie à la façon dont ces groupes sociaux participent, à Madureira, au changement culturel qui s'opère alors dans le cadre du carnaval de Rio. En gardant quelques contrepoints de comparaison avec Casa Verde, j'observe à Madureira la transformation des significations sociales, des identifications et des assignations qui associent couleur (race), mémoire de l'esclavage et référence à l'Afrique au cours des années 1930. Je repère à cette occasion les ressorts de la mobilité sociale, qui reposent en partie sur la disparition de la couleur, mais aussi les institutions locales qui garantissent l'autonomie des plus pauvres, clairement associées aux cultures africaines du monde esclave. Ces dernières inspirent des cultures populaires de large diffusion, adoptées par d'autres groupes sociaux.

Dans un troisième temps, en revenant sur la religion comme marqueur social et sur les stigmates qui pèsent sur les pratiques religieuses afro-brésiliennes, j'explore la signification de ces pratiques pour les habitants des classes moyennes et populaires des *subúrbios*. À travers l'analyse d'une affaire en particulier, qui met en cause en 1932 une habitante de Madureira, Georgina Coutinho, j'observe comment de nouvelles pratiques religieuses participent d'une logique de mobilité sociale et de la construction d'une autonomie notamment des femmes.

Enfin, toujours à partir de ce personnage de Georgina et grâce aux sources de presse qui la concernent elle et ses alliés, il apparaît que cette mobilité et cette autonomie prennent un sens politique précis au moment où le jeu politique carioca, durant le gouvernement du maire de Rio Pedro Ernesto, s'ouvre dans le contexte de fragilisation du gouvernement provisoire de Getúlio Vargas entre 1931 et 1935. On découvre en effet à Madureira une société civile très organisée et engagée dans les courants progressistes, qui se confronte rapidement à la reprise en main et au contrôle social revendiqué notamment par l'Église catholique. La dimension politique du changement social éclaire les enjeux auxquels sont confrontés ces groupes sociaux suburbains. Selon leur capacité d'organisation, d'ancrage et de mobilité dans leur quartier et dans la métropole, ils ont négocié dans ce front de peuplement une autonomie non seulement matérielle mais aussi vis-à-vis des références à l'esclavage qui les menaçaient différemment.

Un tel processus d'émancipation relève de temporalités diverses, que le temps politique a pu accélérer, mais qui se manifestent de façon intermittente sur plusieurs générations. C'est ce que j'ai voulu saisir en m'appuyant dans une dernière partie sur les récits des descendants, à Madureira et à Casa Verde, qui permettent de suivre les transformations, plus lentes, des effets et significations de la couleur. À l'issue de cette enquête, je propose une interprétation de l'émancipation de l'ordre esclavagiste qui ne passe pas uniquement par le stigmatisme ou la reconnaissance, mais qui rend compte de la renégociation de l'ancrage et de la mobilité.